

Point théorique

La théorie de la régulation

Entretien

1. Aux origines de la théorie de la régulation

Noureddine El Aoufi — *Dans les années soixante-dix, face au modèle standard dominant au sein des universités, l'hétérodoxie semble avoir été accaparée par la théorie dite du « capitalisme monopoliste d'Etat » portée, à l'époque, à bras-le-corps par les économistes du Parti communiste français, notamment Paul Boccara et Philippe Herzog. Dans les interstices du marxisme orthodoxe, toutefois quelques approches « dissidentes » ont pu être tentées, ici ou là, en particulier autour de la revue Critique de l'économie politique et de la collection « Intervention en économie » chez Maspéro, mais sans jamais pouvoir déboucher, à terme, sur un véritable programme de recherche.*

C'est dans ce contexte, marqué par la première crise du pétrole, qu'un groupe d'économistes s'attelle à la formulation de ce qui va devenir très vite l'hétérodoxie la plus pertinente depuis la Théorie générale de Keynes, je veux dire la Théorie de la régulation (TR par la suite). Peut-on parler d'un projet intentionnel de fondation d'une théorie ou d'une stratégie de recherche pour reprendre la terminologie de Lakatos ? Michel Aglietta et le groupe du CEPREMAP travaillaient-ils de conserve sur les mêmes concepts ? Quelles sont la genèse et l'histoire des premières découvertes scientifiques de la TR ?

Robert Boyer — L'origine des recherches régulationnistes n'est autre que l'accumulation d'anomalies par rapport aux prédictions que livraient les modèles macroéconométriques sur lesquels travaillaient tant Michel Aglietta à l'INSEE (FIFI), Bernard Billaudot à la Direction de la prévision (DECA) ou moi-même au sein du groupe de recherche macroéconomique de la Direction de la prévision (STAR). On observe en effet, à partir de 1967, un lent mais constant accroissement du chômage, une extraversion de l'économie française qui dépend de plus en plus des échanges extérieurs et, simultanément, une accélération de l'inflation. Ces divers auteurs s'engagent alors dans un programme de recherche susceptible de livrer une problématique capable de rendre compte de ces phénomènes nouveaux. D'emblée, la théorie de la régulation est donc une théorie du changement, trait qui continue, aujourd'hui encore, à marquer la plupart des recherches.

Robert Boyer*
Noureddine El Aoufi**

* CEPREMAP – CNRS – EHESS, Paris
(robert.boyer@ens.fr)

** Université Mohammed V-Agdal, Rabat
(elaoufi@iam.net.ma)

Ce qui entre parenthèses contredit la critique trop fréquente, mais mal informée, qui, prétextant du terme régulation, considère que ces approches ne peuvent analyser que la reproduction et la permanence.

La coordination entre ces diverses recherches est explicite puisque le programme régulationniste émerge à l'occasion de la rédaction par Michel Aglietta de sa thèse de doctorat sur la transformation du capitalisme américain : il convie un certain nombre d'économistes à la discussion de ses résultats, et il en tient assez largement compte dans l'écriture du livre qui lance la TR1, *Régulation et crises du capitalisme* (1976). Cette problématique est la source principale d'inspiration d'une recherche élaborée pour le Commissariat Général au Plan par une équipe de chercheurs du CEPREMAP rassemblant entre autres Alain Lipietz, Carlos Ominami, mais aussi Jean-Pascal Bénassy et moi-même. Les résultats obtenus respectivement dans le cas américain par Michel Aglietta et par l'équipe du CEPREMAP pour la France apparaissent alors – et c'est une ruse de l'histoire – remarquablement convergents.

– *L'accélération de l'inflation* à partir de la fin des années soixante correspond à une forme nouvelle de crise d'un régime d'accumulation sans précédent historique, caractérisé par la transformation simultanée des normes de production et de consommation : le fordisme.

– Au-delà des chocs pétroliers, la *stagflation* apparaît comme une caractéristique-clé du mode de *régulation monopoliste* ou encore administrée. En effet, une concurrence oligopolistique permet de transmettre à la formation des prix la croissance des coûts qui est associée au ralentissement de la productivité. Par ailleurs, l'évolution du salaire nominal est gouvernée par l'application de règles d'indexation sur l'indice des prix à la consommation et l'anticipation de gains de productivité. Cette forme bien particulière du rapport salarial est validée par une politique monétaire accommodante que l'on s'accorde à qualifier de keynésienne.

– De façon précoce, c'est-à-dire dès 1976-1978, les régulationnistes s'accordent pour considérer qu'une période de l'histoire économique s'achève avec la *crise du mode de développement fordiste*. Ils formulent de plus le diagnostic de l'entrée dans une phase de désindustrialisation tant aux Etats-Unis qu'en Europe. Depuis lors, ils n'ont cessé d'*adopter une démarche prospective* et de chercher à percer les contours des régimes d'accumulation et modes de régulation susceptibles de succéder au fordisme.

C'est pourquoi la critique fréquente d'une théorie purement descriptive manque sa cible. D'une part, les régulationnistes élaborent des notions et outils d'analyse et construisent des modèles, soit purement théoriques, soit économétriques, dont ils tirent divers enseignements qu'ils ne cessent de confronter à l'observation. D'autre part, une grande partie de leurs travaux consiste alors à revisiter l'histoire économique d'autres pays (Mexique, Chili, Venezuela, Japon, Taiwan, sans oublier les pays européens) ou encore à procéder à des comparaisons internationales qui font apparaître une beaucoup

plus grande diversité des modes de développement que ne le laissait entendre la convergence des résultats obtenus pour le capitalisme américain et français.

— *La première génération des travaux de l'école de la régulation, appelée aujourd'hui la TR1, procède, en gros, de deux sources : le marxisme dans sa version althussérienne et le keynésianisme. Peut-on conjuguer Marx et Keynes ? Quel impact sur la cohérence d'une théorie émergente ? Ton livre la Théorie de la régulation, une analyse critique, publié en 1986, avait-il pour but implicite de tracer le périmètre d'une approche ouverte, de préciser ce qu'est ou doit être et ce que n'est pas ou ne doit pas être la TR ?*

Il faut relativiser l'influence de Keynes sur les régulationnistes. Certes, ils lui sont reconnaissants d'avoir introduit l'idée que la loi de Say était fausse, car l'offre ne crée pas sa propre demande : ils s'inscrivent ainsi dans la tradition de la macroéconomie, par opposition au programme de fondement microéconomique de la macroéconomie qui finira par culminer dans la contre-révolution de la nouvelle économie classique « à la Lucas ». En matière de macroéconomie, l'inspiration principale vient de Kalecki dont les travaux portent sur le processus dynamique de l'accumulation, mais aussi de l'Ecole cambridgienne (UK) avec Nicholas Kaldor et Joan Robinson. La notion de régime d'accumulation, telle qu'elle est introduite par exemple par les travaux d'Hugues Bertrand en termes de section productive, puis sa transcription dans un modèle agrégé, réconcilie sans trop de difficultés la tradition marxienne et les préoccupations d'une macroéconomie plus intéressée à expliquer les tendances de moyen-long terme que de justifier l'existence d'un équilibre de sous-emploi de courte période.

L'ouvrage de 1986 n'a pas pour objet de délimiter les contours de l'Ecole régulationniste mais de proposer un *ensemble de notions* (les cinq formes institutionnelles, régime d'accumulation, modes de régulation, formes de crise). Il explicite aussi *une méthode* combinant analyse historique, prise en compte de la logique des formes institutionnelles, construction et collation d'indicateurs statistiques, études économétriques des régularités partielles (formation du salaire, consommation, investissement, productivité) et enfin vérification de la viabilité du mode de régulation d'ensemble. Rétrospectivement, on peut considérer que le nombre et la qualité des ouvrages et articles publiés, en mettant en œuvre de façon raisonnée ces outils, témoignent du caractère fructueux de ce programme de recherche. Certains observateurs en ont déduit que la TR était morte avec la crise du fordisme : c'est une vision erronée puisque cette première configuration TR1 va déboucher sur une seconde TR2.

— *Bernard Billaudot, Alain Lipietz et Henri Nadel ont cherché, dans leurs travaux d'approfondissement de la TR, à s'appuyer sur les concepts marxien de valeur, de prix de production, de force de travail, de fétichisme de la marchandise, d'aliénation, etc. Pour toi, en revanche, la TR peut et doit s'élaborer, aussi et surtout, dans le champ plus exotérique ou plus empirique des prix, du*

rapport salarial, c'est-à-dire des catégories positives du capitalisme. Dans cette perspective, tu sembles ne pas vouloir exhumer le vieux débat initié jadis par Marx à propos de la transformation de la valeur. Y aurait-il là une sorte de rupture épistémologique avec l'abstraction marxienne et une nouvelle « feuille de route », plus pragmatique ou plus stratégique, pour l'hétérodoxie ?

Mon sentiment est que les économistes marxistes ont passé beaucoup trop de temps à vouloir se démarquer des théories orthodoxes par la référence à la théorie de la valeur. D'une part, cette dernière ne se situe pas au niveau des *catégories intermédiaires* que vise la théorie de la régulation. D'autre part, il faut se souvenir qu'à partir des travaux de Medio, dans le capitalisme dès lors qu'il y a mobilité des capitaux, les prix régulateurs sont *les prix de production* et non plus les valeurs, ce qui serait le cas dans une économie de petite propriété marchande. On ne perd pas cependant l'essence de l'analyse marxiste si l'on réintroduit l'idée que le rapport salarial est *un rapport de domination* du capital sur le travail, par opposition au rapport marchand qui, lui, se fonde sur l'*horizontalité* des relations de concurrence. Il ne faut pas oublier non plus que les discussions en termes de transformation des valeurs en prix de production occultent *la question de la monnaie* et, par voie de conséquence, de la finance, si essentielle tant pour l'analyse du capitalisme que pour une analyse macroéconomique hétérodoxe.

Ainsi, la théorie de la régulation entend se développer entre *l'économie ésotérique* et *exotérique*, comme l'ont expliqué Alain Lipietz et Ricardo Haussman, entre les concepts théoriques les plus abstraits (le mode de production, les sources de la valeur...) et les données de l'observation quotidienne (un taux d'inflation, un taux d'intérêt, une croissance des salaires et de la productivité), il y a place pour un niveau intermédiaire d'analyse : c'est précisément celui qu'explorent les formes institutionnelles, les modes de régulation, les diverses natures de crise. La démarche a en outre l'intérêt d'éviter une *tendance malheureuse* des travaux marxistes des années soixante-dix, à savoir dériver directement des catégories du Livre I du *Capital* de Marx, des prédictions concernant l'analyse conjoncturelle la plus immédiate. Un auteur aussi avisé qu'Ernest Mandel ne déduisait-il pas de l'observation de la récession de l'économie européenne de 1967 que le capitalisme tardif était entré dans une crise structurelle si ce n'est finale ?

— *La théorie de la régulation se distingue, dans sa démarche, par une prise en compte du temps long et par une mise en perspective historique de la dynamique du capitalisme et de ses crises structurelles. L'historicisme, dans la lignée de l'école des Annales, implique dès lors une analyse en termes de coupes historiques privilégiant les évolutions en régime. Parallèlement, la référence à Pierre Bourdieu, et en particulier aux concepts de reproduction et d'habitus, tend à renforcer l'interprétation, de mon point de vue erronée, que la TR rend compte beaucoup plus des processus stables et des compromis durables que des*

principes de crise et de conflit consubstantiels au développement historique du capitalisme. Comment penser aujourd'hui la crise du capitalisme ?

Concernant la première partie de la question, il faut rappeler un principe de méthode : pour analyser ce qui change, il faut d'abord avoir explicité ce qui demeure invariant. *Mutatis mutandis*, une crise ne peut s'analyser sans référence au régime d'accumulation et mode de régulation dans lesquels elle s'inscrit. Trop de lecteurs des travaux régulationnistes se sont arrêtés à la présentation du modèle de croissance fordiste pour en déduire que cette approche était par nature incapable de penser le changement.

Il est significatif à cet égard que le même reproche ait été adressé à Pierre Bourdieu. Puisque l'habitus se forme par confrontation au sein d'un champ, alors l'histoire serait immobile ! Une lecture attentive – dont on trouve trace dans le chapitre 3 de l'ouvrage *une Théorie du capitalisme est-elle possible ?* – montre que l'habitus est aussi un principe génératif d'adaptation à de nouveaux contextes et qu'il peut se trouver complètement désajusté du fait de la transformation du champ dans lequel il s'est formé. Il est même frappant de noter une homologie entre la construction du sociologue français (champ et habitus) et les travaux des régulationnistes (régulation et régime d'accumulation) : les critiques ont interprété la référence au processus de reproduction – étape logiquement nécessaire – comme incapacité à penser les désajustements et les crises, alors précisément que reproduction et crises sont le résultat du jeu du même ensemble de concepts.

L'un des apports les plus essentiels, à mon sens, de la TR1 comme de la TR2 est d'avoir développé une analyse complète des diverses formes de crise. Cet outil forgé dans l'analyse historique longue s'est avéré fort pertinent pour diagnostiquer par exemple la non-viabilité du régime de croissance associé à la « nouvelle économie » (cf. *la Croissance début de siècle. De l'octet au gène*). Ou encore, lorsque l'on revisite les crises financières contemporaines dans une optique régulationniste, l'analyse livre des résultats d'autant plus originaux que les théories standards n'ont finalement pas de théorie constituée des crises. On peut se reporter à cet égard au chapitre 4 du pendant du livre de 1986, à savoir *Théorie de la régulation, les fondamentaux*, ou encore au travail collectif qui aboutit à la synthèse et aux propositions de l'ouvrage *les Crises financières*. Au passage, il n'est pas exact d'affirmer que les régulationnistes sont incapables de formuler la moindre proposition de politique économique.

2. Du capitalisme salarial au capitalisme actionnarial

— *A la fin des années soixante-dix, je venais d'achever un travail de recherche sur la Marocanisation (1990) des entreprises – un travail fortement imprégné par l'althussérisme – lorsque je lus, dans la foulée : Régulation et crises du capitalisme (1976) de Michel Aglietta ; Accumulation, inflation, crises (1978), le livre que tu as publié avec Jacques Mistral ; Crise et inflation, pourquoi ?*

(1979) d'Alain Lipietz ; sde Bernard Billaudot et André Gauron (1979), etc.

C'est cependant ton article « La crise actuelle : une mise en perspective historique », paru en 1979 dans le numéro 7-8 de Critique de l'économie politique, qui fut décisif dans le choix de mon sujet de thèse sur la Régulation du rapport salarial au Maroc, travail dont je t'avais, d'ailleurs, fait parvenir à l'époque le manuscrit. Je pense que ton article, qui a fonctionné comme une référence incontournable dans nombre de travaux régulationnistes, pose de façon claire la centralité du rapport salarial dans le déchiffrement de la dynamique longue du capitalisme, au-delà même de sa période canonique fordiste. Ce concept barycentrique dans la TR1 est-il en passe d'être disqualifié ou, à tout le moins, relégué au second plan par rapport à d'autres concepts intermédiaires plus au cœur de la TR2 ? Je pense en particulier aux concepts de monnaie et de concurrence, apparemment plus en phase avec la dominance de la sphère financière. Si on devait poursuivre et prolonger l'analyse de l'évolution des salaires au-delà de la crise du fordisme, quelles nouvelles régularités doit-on, à ton avis, mettre en avant ?

Comme il a déjà été souligné, *le rapport salarial s'oppose à la relation marchande* en ce qu'il codifie un rapport direct de domination et d'asymétrie en matière de pouvoir. C'est d'ailleurs la référence à cette notion qui distingue fondamentalement une analyse en termes d'économie de marché – comme ensemble de marchés interdépendants sans hiérarchie aucune entre eux – et une théorie du capitalisme qui analyse la dynamique de ce système économique à partir de l'interaction du rapport salarial et du principe de concurrence. Cet apport marque tout autant TR2 que TR1.

Pourtant, dans les travaux portant sur les deux dernières décennies, la place effective qu'occupe le rapport salarial dans *la hiérarchie des formes institutionnelles* a changé. Dans le fordisme, la codification du compromis capital/travail avait atténué la rigueur de la concurrence en synchronisant approximativement l'extension des capacités de production et la genèse de la demande, dans un contexte où le régime d'accumulation se déterminait très largement sur l'espace de l'Etat-nation. La politique monétaire était au service de la stabilisation dynamique du mode de régulation monopoliste, au point que l'inflation et de périodiques réajustements de la parité de la monnaie nationale définissaient deux variables-clés du mode de régulation. Tel n'est plus le cas aujourd'hui, après trois décennies d'ouverture au commerce international et deux décennies de globalisation financière. D'une part, le principe de concurrence exerce ses effets sur la redéfinition de l'institutionnalisation du rapport salarial. D'autre part, la contrainte monétaire s'exerce pleinement sur les firmes comme sur les gouvernements, au point de donner à la finance un rôle stratégique, en particulier dans l'orientation des réformes et stratégies de politique économique. Au niveau conceptuel, le rapport salarial est toujours aussi central, mais en matière d'évolution il se trouve dominé par les

changements des formes de la concurrence et l'impact des innovations financières.

C'est en ce sens que nombre de travaux régulationnistes insistent aujourd'hui sur le basculement de la hiérarchie des formes institutionnelles qui est intervenu au cours des années quatre-vingt-dix. Les efforts des gouvernements, aussi bien conservateurs que sociaux-démocrates, en vue de « flexibiliser » les diverses composantes de la relation salariale (les horaires, les conditions de licenciement, le salaire direct, le système des retraites, la protection sociale en général) témoignent de l'ampleur et de la généralité de ce mouvement qui atteint son paroxysme avec la crise argentine de l'hiver 2001-2002. A grands traits, alors que dans le fordisme c'était la progression du revenu salarial qui était stabilisée par le mode de régulation, dans les régimes d'accumulation tirée par la finance, c'est au contraire la rémunération du capital qui jouit de cette propriété, le coût de l'ajustement étant reporté sur les salariés ou dans certains cas la politique budgétaire et fiscale. Cette inversion de la hiérarchie permet donc de comprendre le basculement entre stabilité et changement des différentes formes institutionnelles à partir du début des années quatre-vingt-dix.

— *J'ai contribué à l'ouvrage la Théorie de la régulation, état des savoirs, paru en 1995 sous ta direction et celle d'Yves Saillard, par un texte sur « la trajectoire maghrébine ». Plus récemment j'ai pu assister, le 28 et le 29 juin 2004 à la Sorbonne, au colloque « Où en est la théorie de la régulation ? ». Entre-temps, on est passé de TR1 à TR2. Dans ta communication, portant sur « Une analyse du capitalisme et de ses crises », tu as tenté une synthèse réflexive sur la trajectoire de la TR et ses enjeux. Quels sont les concepts invariants de cette trajectoire et qu'est-ce qui doit être abandonné ou mis en état de veille dans TR1 ? Quels sont les principes théoriques du nouveau cycle de recherche de la TR ?*

Pour ma part, je continue à utiliser la grammaire des cinq formes institutionnelles (rapport salarial, forme de la concurrence, régime monétaire, relations Etat/économie, insertion internationale), sans introduction de nouvelle, comme le proposerait par exemple Bernard Billaudot (*l'Ordre économique de la société moderne*). Il me semble important de continuer à cumuler les résultats qui peuvent être obtenus à partir *des concepts fondateurs de la TR1* dont le pouvoir explicatif ne s'est pas complètement érodé. Par contre, au niveau théorique, les travaux portant sur la monnaie et la finance ou encore l'Etat et la couverture sociale ont suscité une généralisation des fondements des formes institutionnelles, comme en témoignent par exemple les travaux de Bruno Théret (*Régimes économiques de l'ordre politique*) ou encore ceux qui résultent de la collaboration d'André Orléan et Michel Aglietta (*la Monnaie souveraine*).

Les méthodes mises en œuvre par les régulationnistes se sont diversifiées, au point de susciter quelques malentendus lorsque, par exemple,

la théorie des jeux fut utilisée pour montrer l'incapacité de la théorie standard étendue à rendre compte du changement du rapport salarial (*Revue économique*, 1990). Pourtant, les recherches continuent à poursuivre les mêmes objectifs. D'abord, enrichir la notion de *capitalisme* grâce à l'effort de généralisation que permet la multiplication des analyses comparatives. Ensuite, expliciter les *facteurs de changement* comme point d'aboutissement de l'étude des régimes analysés non pour leur stabilité mais comme référentiels dans la caractérisation des transformations des formes institutionnelles. Enfin, converger vers le diagnostic des sources de crises, car la méthode régulationniste ne préjuge jamais de la viabilité de modes de développement émergents.

Cependant, la TR2 se caractérise aussi par de significatives *inflexions* du programme de recherche. En premier lieu, la viabilité d'un mode de développement ne s'analyse plus seulement dans *l'espace économique* comme le faisait TR1 mais aussi et plus encore dans *l'espace politique*. C'est dans l'articulation ou au contraire la désynchronisation de ces deux instances que se porte aujourd'hui le cœur de l'analyse, à la suite entre autres des travaux de Bruno Théret, déjà cités, mais aussi ceux de Stefano Palombarini (*la Rupture du compromis social italien*). De façon plus exploratoire encore, certains régulationnistes, tel Frédéric Lordon, se sont attaqués à la grande question de la formation des représentations légitimes (*les Quadratures de la politique économique, Année de la régulation 2004-2005*) et même du rôle du *symbolique* (parfois de l'archaïque) dans la légitimation des politiques économiques et des réformes institutionnelles (*Année de la régulation 1999*).

— Une critique est formulée à l'endroit de la TR2 en particulier. D'aucuns considèrent que, après avoir contribué puissamment au renouvellement théorique dans le champ de l'économie et à la formulation de concepts essentiels pour appréhender en profondeur les crises du capitalisme et ses résiliences, la TR2 se trouverait aujourd'hui dans une situation de saturation et d'épuisement, se contentant de s'approprier les résultats théoriques élaborés dans le cadre d'autres programmes de recherche, néo-institutionnaliste notamment. Où réside l'originalité de TR2 par rapport aux approches en termes de VOC (Varieties of Capitalism) et, plus généralement, par rapport à la tradition d'économie institutionnaliste ?

Cette perception de la situation actuelle de la TR2 n'est pas la mienne, mais j'avoue avoir du mal à la faire partager à des tiers, plus enclins à la critique *a priori* qu'au suivi attentif des travaux multiformes qui se développent aujourd'hui. Tout d'abord, il ne faut pas confondre comme cela a déjà été souligné, le recours à de très nombreuses méthodes empruntées aux recherches économiques contemporaines, avec la construction théorique qui demeure originale. Ensuite, nous avons cherché à confronter nos travaux et parfois collaborer avec des collègues développant des problématiques voisines. C'est un autre volet de la stratégie régulationniste

qui consiste à faire connaître le résultat de nos recherches. Témoin de cette stratégie l'ouvrage collectif *Contemporary Capitalism* codirigé avec Rogers Hollingsworth et qui vise à bâtir des outils d'analyse partagés par des économistes, des sociologues, des politologues et des historiens. Enfin et surtout, la petite musique régulationniste dans le grand concert, voire la cacophonie institutionnaliste, demeure comme cela était exposé dans l'actualisation de *Théorie de la régulation, état des savoirs* en 2002. Le programme régulationniste demeure original :

- D'un point de vue méthodologique, il s'inscrit dans l'*holindividualisme* et met en œuvre une *rationalité institutionnellement située* qui n'est ni substantielle, ni procédurale.

- Les notions de *hiérarchie et de complémentarité* institutionnelles occupent une place centrale tant pour analyser la cohérence, toujours transitoire et localisée, d'un mode de régulation, que la forme des crises.

- *Contrairement à la VOC, la diversité des formes de coordination* ne se résume pas à l'opposition entre Etat et marché puisque la hiérarchie, la communauté, l'association et le réseau constituent autant de formes de coordination, aucune n'étant supérieure en toutes circonstances.

- Par rapport aux nouvelles théories institutionnalistes, la TR2 prend soin de distinguer la *variété des mécanismes* qui assurent la régularité associée aux formes institutionnelles. En particulier, elle ne confond pas ordre institutionnel et institution, organisation et routine, et elle distingue convention et habitus.

- La TR2 récuse un passage direct du micro au macro pour préférer un passage par l'intermédiaire du *niveau mésoéconomique*. Elle développe donc une variété d'analyses à divers niveaux qui, de fait, sont imbriqués mais doivent être menés successivement.

- Le *changement institutionnel* comme les crises s'interprètent comme le résultat de l'interaction entre les stratégies qui se déploient dans la *sphère politique* et celles qui sont propres à l'*ordre économique*.

- L'inscription de la conjoncture dans *le temps long de l'histoire* économique et politique continue à inspirer les analyses et les diagnostics tirés de TR2.

De façon plus précise, la TR2 partage avec la VOC la conclusion de la persistance d'une variété de capitalismes mais pour des raisons bien différentes. Pour la VOC, cette variété résulte de complémentarités, le plus souvent *technologiques* opérant au niveau de la firme, qui conditionnent la configuration des formes institutionnelles. Pour la TR2, c'est au contraire la hiérarchie ou la complémentarité des *formes institutionnelles*, faisant intervenir la politique et le droit, qui façonnent très largement les modalités d'organisation des firmes, y compris leurs choix technologiques et leurs stratégies d'innovation. Une seconde différence essentielle consiste pour la TR2 à récuser l'idée d'un *dualisme* des capitalismes : le capitalisme libéral de marché par opposition au capitalisme coordonné. En fait, un grand

nombre de recherches régulationnistes met en évidence au moins quatre formes de capitalisme : de marché, à forte impulsion étatique, mais aussi mésocorporatiste et social-démocrate. Dernière différence, alors que l'approche de la VOC est très *statique* et suppose que les complémentarités technologiques sont faites pour durer, les régulationnistes montrent que certaines variétés de capitalisme sont détruites mais que d'autres sont recrées (les pays d'Europe de l'Est, la Chine) alors que la majorité des capitalismes enregistrent un processus de transformation par hybridation. Il s'agit donc d'une diversité d'un nombre limité de formes de capitalisme mais en constante transformation et périodique renouvellement.

— *Michel Aglietta analyse le capitalisme de demain comme étant un régime d'accumulation patrimonial ou actionnarial centré sur la finance. Dans ton livre la Croissance début de siècle, de l'octet au gène (2002), on trouve une mise en prospective, plus essentialiste si je puis dire, du capitalisme, considérant que la grande transformation à l'œuvre tend à imposer un modèle anthropogénétique centré sur la production de l'homme. Cette perspective, proche des intuitions développées par Michel Foucault dans ses cours au Collège de France sur le « biopouvoir » s'exerçant sur les vivants, est au cœur de la politique au sens de rapports de domination, de lutte et de résistance. Est-ce une sorte de dépassement de l'« économicisme » de la TR ?*

Il était tentant de faire de la finance la clé des régimes d'accumulation émergents depuis le milieu des années quatre-vingt, c'est-à-dire la généralisation de la libéralisation financière. C'est l'hypothèse qu'a proposée Michel Aglietta dans une note de la Fondation Saint-Simon publiée en 1998 (*Le capitalisme de demain*) où le capitalisme patrimonial était associé par ailleurs à une transformation des relations de genre. Pour ma part, j'ai, dès l'origine, été sceptique, tant les trajectoires de recomposition des formes institutionnelles étaient diverses selon les pays, les régions. Plus encore, si l'on procède à la formalisation d'un modèle d'accumulation tirée par la finance et qu'on le confronte aux caractéristiques des économies de l'OCDE, il est frappant de constater que seuls les Etats-Unis et à un moindre degré le Royaume-Uni étaient susceptibles d'entrer dans un cercle vertueux de croissance tirée par l'explosion du portefeuille boursier des ménages. Au demeurant, même dans ce cas, le régime venait buter à terme sur une crise, comme le montrait l'article publié dans *Economy et Society* (« Is a finance led growth regime a viable alternative to fordism ? », février 2000). Depuis l'éclatement de la bulle Internet et la multiplication des scandales financiers, Michel Aglietta m'a rejoint dans cette analyse puisqu'il vient de publier, en 2004, en collaboration avec Antoine Rebérioux, *Dérives du capitalisme financier*, ouvrage dans lequel il se montre extrêmement critique quant à l'efficacité et la légitimité du capitalisme patrimonial. Or, c'était précisément le thème que développait l'ouvrage *la Croissance début de siècle* (2002) dans le chapitre 6.

Dès lors que ni les TIC ni la finance ne sont des candidats sérieux à la constitution d'un nouveau régime d'accumulation dont il serait le cœur, force est de rechercher d'autres régimes possibles. Or, les travaux sur la couverture sociale (éducation, formation, santé...) montrent la croissance de la part de ces dépenses par rapport aux autres activités productives. Lorsque l'on tient compte de plus du fait que l'économie de l'information débouche en fait sur la société de la connaissance et plus généralement sur les besoins de formation tout au long de la vie et que l'on souligne que, dans le secteur médical, le progrès technique est intensif en main-d'œuvre, la force du *régime anthropogénétique* apparaît pleinement. En quelque sorte, sous l'écume de la nouvelle économie se dissimulerait l'onde anthropogénétique fondée sur la production de l'homme par l'homme. Ce faisant et sans le savoir, les recherches régulationnistes actuelles rejoignent les analyses de Michel Foucault qui, dès 1979, avait effectivement développé des vues très proches, bien que l'analyse adopte un point de vue différent en termes de biopouvoir mais non pas de modèle anthropogénétique.

Il est exact que la TR2 s'est affranchie de la vision industrialiste et quelque peu économiciste qui était celle des travaux fondateurs. D'une part, les analyses s'étendent aux relations entre finance et accumulation réelle. D'autre part, le point de vue dépasse celui de l'économie pour aborder la question de la régulation sociale, certains auteurs, tels Bruno Théret et Frédéric Lordon, ayant poussé l'investigation jusqu'aux aspects symboliques. Ce programme de recherche ne manque pas d'ambition, mais il n'est pas des plus faciles.

3. Théorie de la régulation et économie des conventions : le même comme un autre ?

— *Issue des recherches rassemblées dans un numéro de Revue économique (1989) sous la direction de Jean-Pierre Dupuy, François Eymard-Duvernay, Olivier Favereau, André Orléan, Robert Salais et Laurent Thévenot, c'est-à-dire un peu plus de dix ans après la naissance de la TR, l'économie des conventions (EC par la suite) se positionna d'entrée de jeu, à l'instar de la TR d'ailleurs, sur le terrain de l'hétérodoxie, mais à la différence de cette dernière, la critique de la théorie de l'équilibre général procède plutôt de l'individualisme méthodologique. Olivier Favereau a, dans cette même revue (Critique économique, n° 12, 2004), tenté de résumer les « points de désaccord » entre la TR et l'EC : d'une part, sur le niveau de coordination (macro et holiste pour TR, micro et individualiste pour EC), et, d'autre part, sur le fonctionnement des institutions ou le sens de la règle de droit (ensemble de contraintes pour TR, règle interprétée pour EC). Au plan méthodologique, tu préconises désormais pour la TR une approche en termes hol-individualistes. Au fond, si on fait abstraction des divergences de détail, la TR et l'EC mènent un même combat théorique. Mais le diable est peut-être dans les détails.*

En effet, le point de départ commun de la TR et de l'économie des conventions est de développer une alternative à la théorie néoclassique standard des années soixante-dix. Une façon simple de délimiter le champ de ces deux problématiques serait d'attribuer une *vocation macroéconomique* à la théorie de la régulation et de considérer que l'économie des conventions se concentre sur les *analyses microéconomiques*, en se préoccupant tout particulièrement de la question de l'émergence des conventions. Même si cette distinction conserve une certaine pertinence, les développements ultérieurs ont quelque peu atténué la clarté de cette distinction. D'un côté, avec les travaux sur les modèles productifs, la TR s'est étendue à l'espace de l'organisation de la stratégie des firmes (*Les modèles productifs*), retrouvant ainsi des préoccupations typiques de l'EC, par exemple les travaux de François Eymart-Duvernay (*L'Economie politique de l'entreprise*). D'un autre côté, les travaux les plus récents de l'EC ont renoué avec une volonté d'explication des grandes évolutions du capitalisme, ce dont témoigne l'ouvrage de Luc Boltanski et Eve Chiapello, *le Nouvel esprit du capitalisme*.

En matière de méthodologie, l'EC revendique l'appartenance à *l'individualisme méthodologique* alors que la TR1 est souvent perçue comme pratiquant un *holisme méthodologique*. Sur ce point encore, l'opposition est sans doute moins nette qu'il n'y paraît. D'une part, certains auteurs du numéro spécial de *Revue économique* de 1989, tel Jean-Pierre Dupuy ou, implicitement Robert Salais, admettent l'existence d'entités collectives au sein desquelles les agents déploient leurs stratégies individuelles. D'autre part, certains régulationnistes ont emprunté à Hervé Defalvard la conception d'un holindividualisme en vertu duquel les agents opèrent dans un champ institutionnel dont ils héritent... même si collectivement ils peuvent faire émerger des institutions lors de certains épisodes particuliers, par exemple lors des grandes crises. En définitive, la distance n'est pas si grande à cet égard.

Pourtant, la confrontation des travaux les plus récents des conventionnalistes tels qu'ils ont été synthétisés à l'occasion du colloque du 11-13 décembre 2003 par les conventionnalistes puis avec ceux du Colloque du 26-27 juin 2004 pour les régulationnistes a fait ressortir de notables divergences qui ont parfois pris une forme violente. L'EC fait jouer un rôle de plus en plus déterminant *aux valeurs*, donc au jugement éthique alors que la TR2 a convergé vers l'idée d'un rôle déterminant de *l'instance politique* dans la genèse des institutions. De même, les objets de l'analyse demeurent différents : si l'EC traite explicitement de *la démocratie*, elle est en général beaucoup plus réticente, à l'exception de la référence précédente, à traiter du *capitalisme* comme entité pertinente. On aurait pu aussi songer à une homologie entre le concept d'épreuve de l'EC et le processus de sortie des crises structurelles pour la TR. En fait, la notion d'épreuve, pourtant si éclairante, ne semble pas avoir joué le même rôle que celui qu'ont les crises pour les régulationnistes.

Ainsi, selon le point de vue adopté, on souligne soit certaines *convergences* méthodologiques au cours des années quatre-vingt-dix, soit au contraire la *divergence* des programmes de recherche au cours des années récentes.

— *L'EC conjugue dans son approche économique trois registres disciplinaires correspondant au « pluralisme des modes légitimes de coordination » (Eymard-Duvernay, Favereau, Orléan, Salais, Thévenot, 2003) : le droit ou la théorie de la justice, la sociologie ou les régimes d'interprétation, enfin la philosophie morale, l'éthique et la critique politique. Dans un échange rapide avec toi au cours d'une pause-café lors du colloque « Conventions et institutions : approfondissements théoriques et contributions au débat politique » organisé les 11-12-13 décembre 2003 à Paris par FORUM et Capitalisme(s) et Démocratie(s), tu as eu cette formule lapidaire : « La théorie de la régulation est agnostique. » Peut-on développer une théorie du capitalisme sans s'interroger sur l'inconnaissable ou la métaphysique du capital, les croyances, les valeurs, les mythes qui le structurent et fondent ses formes expérimentales ? L'analyse menée par Michel Aglietta et André Orléan en termes de rivalités mimétiques et de processus victimaires, en référence à René Girard, pour expliquer les phénomènes de violence par et autour de la monnaie ne constitue-t-elle pas, en l'occurrence, une sorte de réhabilitation du sacré dans le champ référentiel de la TR ?*

Question compliquée. Le point de friction entre l'EC2 et la TR2 porte précisément sur la question des jugements éthiques. Pour les conventionnalistes, la justification est indispensable à l'existence d'une institution, alors que pour les régulationnistes des institutions réputées injustes peuvent persister et gouverner un mode de régulation. En quelque sorte, la divergence porte sur le fait que l'économie politique doive être morale. C'est d'ailleurs le titre de l'ouvrage de Bruno Amable et Stefano Palombarini *L'Economie politique n'est pas une science morale* (à paraître). A mon sens, la théorie de la régulation devrait s'affranchir de tout jugement de valeur, même si de tels jugements ont été considérés comme implicites dans l'analyse du fordisme.

Cela ne signifie pas que les régulationnistes doivent se désintéresser du rôle des *représentations*. En effet, les analyses de la monnaie par Michel Aglietta et André Orléan dans *la Monnaie souveraine* qui succède à *la Violence de la monnaie*, font ressortir l'importance de la légitimité et des croyances dans la viabilité d'un régime monétaire. Pareillement, lorsque Frédéric Lordon analyse la formation des politiques économiques, il retrouve le rôle *des référentiels*, déjà mis en évidence par les politologues. Dans certains cas, il mentionne même le rôle de l'archaïque et du sacré dans l'efficacité de la politique monétaire. Enfin, les travaux de Bruno Théret abordent la question du symbolique dont la puissance peut contrebalancer le caractère déséquilibré et contradictoire d'un mode de régulation analysé dans sa seule dimension économique. Le dernier chapitre de la réédition de *l'Etat des*

savoirs porte trace de cette généralisation de la théorie. S'ouvre ainsi une perspective d'un approfondissement conceptuel certain qui s'applique même à la compréhension des crises et des non-crisis contemporaines.

— *Frédéric Lordon s'efforce d'introduire la philosophie de Spinoza et notamment son concept modal de conatus. Une nouvelle tendance, allant de Antonio Negri aux néo-foucaldiens en passant par la revue Multitudes, propose une analyse de la nature profonde du capital en tant que puissance et désir acquisitif. Comment tu vois ce retour à une philosophie radicale du capitalisme ?*

Cet intérêt pour la philosophie spinoziste témoigne de la curiosité des régulationnistes et de la vigueur de leur programme de recherche. Cette recherche constitue un bon antidote au pragmatisme et au relativisme dans lequel pourrait verser le programme régulationniste. J'avoue ne pas avoir investi suffisamment dans la (re)lecture de Spinoza pour avoir une opinion constituée sur la question. Il me semble que le désir acquisitif et la volonté de puissance trouvent une explication plus directe et tout aussi intéressante dans la tradition de Marx. C'est moins dans l'essence de l'homme que se trouve ce désir acquisitif que du fait de son inclusion dans un mode de production marchand et plus encore capitaliste. Rechercher des fondements philosophiques à la démarche régulationniste constitue l'un des chantiers actuels de la TR3, mais ce n'est pas le seul.

4. Régulation et développement : il ne faut pas désespérer le tiers-monde

— *Une observation personnelle : à mon avis, la TR accorde trop peu de place aux problèmes de développement, de pauvreté, d'endettement, d'émigration, de développement humain, etc. Alors que le modèle standard s'est emparé, depuis les années quatre-vingt du siècle dernier, de l'ensemble de ces nouvelles problématiques contribuant ainsi à équiper théoriquement l'essentiel des politiques d'ajustement structurel mises en œuvre au sein des pays en voie de développement par les organismes financiers internationaux (Banque mondiale et FMI), il me semble que la TR a tendance à se focaliser sur les trajectoires propres aux pays développés ayant connu le fordisme et ses métamorphoses, c'est-à-dire en gros les USA, les pays de l'Union européenne et le Japon. Voire, il y aurait, de mon point de vue, un recul de la TR2 par rapport à la TR1, cette dernière ayant exploré quelques pistes de recherche et tenté un renouvellement des théories du sous-développement. Je pense en particulier aux travaux d'Alain Lipietz (1985), de Carlos Ominami (1986), etc. Peut-on appréhender le capitalisme, son évolution, sa dynamique, ses transformations, ses crises, etc. en faisant abstraction des formes prises par l'accumulation au sein des périphéries ? Peut-on élaborer, à l'échelle des capitalismes du centre, des politiques d'investissement, de relocalisation industrielle, d'emploi, des stratégies de développement durable, etc. sans prendre en compte, à titre d'exemple, la variable*

démographique ou, plus fondamentalement, la relation entre capitalisme, démocratie et développement dans les pays du Sud ?

C'est une réflexion intéressante. En effet, à l'origine, les travaux régulationnistes se sont développés simultanément pour les pays tels que les Etats-Unis et la France et, par référence, aux problèmes spécifiques que rencontraient des pays d'Amérique latine, tels le Chili ou le Mexique. A ce propos, l'une des origines du sous-développement tiendrait à l'incapacité des pays dits « périphériques » à assurer la synchronisation du développement de la section des moyens de production et de celles de biens de consommation. D'où la tentation, mais aussi l'erreur, de considérer que dans les années soixante le sous-développement tenait à l'incapacité à développer les bases d'un « fordisme périphérique », notion qui m'est toujours apparue comme un oxymore. Faut-il le rappeler, le régime d'accumulation fordiste se définit à l'intersection de trois caractéristiques : le procès de production de masse, un compromis salarial de partage des gains de productivité et une accumulation très largement autocentrée. Ces deux dernières conditions ne sont que très rarement remplies tant en Amérique latine qu'en Asie.

Avec l'extraversion des économies développées se pose effectivement aujourd'hui la question de l'articulation des régimes d'accumulation nationaux. Dans les années quatre-vingt, on ne pouvait comprendre la dynamique américaine sans considérer l'économie japonaise. Aujourd'hui, une complémentarité stratégique analogue semble régir les relations entre l'économie américaine et l'Asie, dont la Chine. De même, le fait que la plupart des pays nouvellement industrialisés du Sud-Est asiatique aient mis en œuvre une stratégie de croissance tirée par les exportations rend nécessaire l'analyse des complémentarités/contradictions entre ce que l'on est convenu d'appeler le Nord et le Sud. Pareillement, les régimes rentiers, en particulier ceux des pays producteurs de pétrole, ne sont pas sans jouer à nouveau un rôle dans l'évolution de l'économie mondiale.

On touche là l'une des faiblesses collectives des régulationnistes : ils n'ont pas assez redéployé leurs efforts en vue d'analyser les transformations du régime international et du rôle de l'insertion internationale dans les possibilités de développement. Les travaux de Michel Aglietta et du groupe de chercheurs travaillant au modèle Ingénue constituent une exception en ce qu'ils traitent des interdépendances entre la dynamique technologique du rattrapage et l'inégal degré de transition démographique entre le Nord et le Sud. Pourtant, les hypothèses techniques faites sont loin de corroborer le programme de recherche régulationniste, ce qui montre l'ampleur de la tâche qui s'impose à une nouvelle génération des régulationnistes.

Enfin, en dépit de son effort permanent de généralisation, la TR2 reste une théorie géographiquement et temporellement spécifiée. Si elle parvient à s'appliquer et se généraliser aux pays asiatiques nouvellement

industrialisés (Corée, Taiwan et, pourquoi pas, Chine), elle se heurte à des obstacles méthodologiques considérables en Afrique. Un énorme effort théorique devrait être mené pour surmonter cet obstacle : pour l'instant, la TR2 ne livre que des réflexions très générales sur les ressorts du développement des pays dans lesquels ne s'est pas amorcé un processus d'industrialisation. Relever ce défi devrait être la tâche des chercheurs de ces pays.

— *Tu t'interroges dans ton dernier livre (2004a) sur la possibilité d'élaboration d'une théorie du capitalisme à partir de la TR. De fait, il s'agit d'une visée implicite, en creux, du programme de recherche régulationniste. La question que je te pose, si tu me permets de filer ma précédente remarque, est la suivante : une théorie du capitalisme, fondée sur les principes de la TR, est-elle pertinente lorsqu'elle considère comme des scories ou lorsqu'elle « zappe », comme autant de paramètres sans efficace, les processus complexes de développement/sous-développement, les relations d'intrication entre les régimes d'accumulation, les modes de régulation et les formes institutionnelles propres aux pays en voie de développement, etc. Une théorie générale du capitalisme, je pense à titre d'exemple aux formulations de Marx et de Keynes, n'implique-t-elle pas, au contraire, une prise en compte globale des trajectoires à l'échelle mondiale, au-delà des lois que condensent et qu'impriment aux périphéries les configurations et les trajectoires dominantes au centre ?*

Il me semble qu'il y ait là une perspective féconde à explorer, dans le prolongement des travaux d'Amartya Sen et à renouer, de la sorte, avec la tradition des théories générales et universalistes.

Cette question m'évoque des réponses *a priori* contradictoires. D'un côté, il n'est pas évident que la plupart des économies africaines, ou encore la Russie, soient réellement des économies capitalistes. Pour les premières, l'économie génère peu de surplus, et ce surplus n'est pas réinvesti productivement... et les capitalistes sont absents. Tout au plus la Russie expérimente-t-elle une phase d'accumulation primitive à travers l'appropriation par un petit nombre d'individus des richesses et ressources antérieurement collectivisées. Bref, une théorie du capitalisme ne suffirait pas à comprendre la dynamique mondiale contemporaine.

Par ailleurs, en sciences sociales, il est prudent de se méfier des théories qui se qualifient elles-mêmes de générales. Les concepts de Marx possédaient une certaine généralité, mais les analyses qu'ils permirent étaient aussi conditionnées par la spécificité du régime d'accumulation qui prévalait à l'époque en Angleterre. Tout n'était pas général dans le *Capital*. L'argument porte plus encore à propos de la *Théorie générale* de Keynes. Certes elle généralise le modèle classique « à la Pigou », mais elle théorise une configuration bien particulière : celle du chômage durable de l'Angleterre dans l'entre-deux-guerres. Les keynésiens présentèrent comme générale la théorie, ce qui ne l'a pas empêché de perdre de sa pertinence lorsque le

succès même des politiques keynésiennes a conduit à l'émergence de modes de régulation qui invalidaient certaines des analyses de John-Maynard Keynes, mais pas toutes.

Ainsi, beaucoup de théories qui s'auto-déclarent générales le sont finalement assez peu à l'épreuve de l'expérience historique. L'objectif de la TR est bien sûr d'obtenir les résultats les plus généraux possibles. Cela ne veut pas dire qu'il faille en conclure à l'existence d'un mode de régulation unique, celui qui permet d'analyser la théorie en question. Pour sa part, la TR2 est fidèle à une conception épistémologique et méthodologique chère à Pierre Bourdieu. D'une part, en sciences sociales, *les théories naissent locales*, et c'est l'une de leurs particularités car les formes du lien social et des rapports économiques sont variées, alors que les lois de la matière sont valables en tout temps et tout lieu. D'autre part, la comparaison internationale et historique constitue l'une des méthodes pour généraliser des théories nées locales. C'est une voie parallèle à celle que développent l'axiomatisation et la mathématisation de l'économie.

Pour terminer, il faut signaler un grand danger des théories qui se conçoivent d'emblée comme universalistes : n'agissent-elles pas à travers *leur normativité* plus que par l'accumulation de résultats scientifiques montrant effectivement l'existence de principes généraux. Pour ne prendre que cet exemple, la profession des économistes, en particulier ceux qui travaillent pour les organisations internationales ont eu tendance à extrapoler au monde entier les prescriptions tirées de l'analyse d'une économie bien particulière, voire même exceptionnelle, celle des Etats-Unis.

Concernant la question plus spécifique sur la portée des travaux d'Amartya Sen, effectivement, sa problématique permet non seulement de renouveler l'analyse du sous-développement mais encore de réunifier d'une certaine manière les stratégies des pays au-delà de leurs modes de développement. C'est d'ailleurs l'une des sources d'inspiration de l'hypothèse d'un modèle anthropogénétique comme horizon tant du Nord que du Sud. Mais on mesure à nouveau l'écart entre la projection d'un idéal et la possibilité d'une théorie générale et universaliste.

J'aurais tendance à terminer cet échange par une boutade. Si les théories, en économie comme en sciences sociales sont filles de l'histoire, penser possible une théorie générale et universaliste supposerait l'existence de lois de l'histoire ; en d'autres termes, ce serait renouer avec la visée de la théorie marxiste pure et dure. Or, tant Karl Popper que l'histoire du XX^e siècle ont montré le caractère prométhéen d'un tel projet.

Continuer à étudier les modes de régulation locaux et historiquement situés pour mieux tenter d'en dégager les principes généraux, s'ils existent, est une démarche beaucoup plus modeste mais sans doute plus réaliste. A moins de penser que la globalisation doit conduire à la convergence des modes de régulation, résultat qu'un quart de siècle de recherches régulationnistes tend à invalider.

Références bibliographiques

- Aglietta Michel (1976), *Régulation et crises du capitalisme.*, Calmann-Lévy, Paris.
- Aglietta Michel (1998), *le Capitalisme de demain*, Note de la Fondation Saint-Simon, novembre.
- Aglietta Michel, Orléan André (1982), *la Violence de la monnaie*, Presses universitaires de France, Paris.
- Aglietta Michel, Orléan André (1998), *la Monnaie souveraine*, Odile Jacob, Paris.
- Amable Bruno, Palombarini Stefano (2005), *l'Economie politique n'est pas une science morale*, à paraître.
- Année de la régulation (1999), *Etat et politique économique*, vol. 3, la Découverte, Paris.
- Année de la régulation (2004-2005), *la Mondialisation. idées et espaces*, vol. 8, Presses de Sciences-po, Paris.
- Bertrand Hugues (1983), « Accumulation, régulation, crise : un modèle sectionnel théorique et appliqué », *Revue économique*, 34 (2).
- Billaudot Bernard (1996), *l'Ordre économique de la société moderne*, l'Harmattan, Paris.
- Boltanski Luc, Chiapello Eve (1999), *le Nouvel esprit du capitalisme*, Gallimard, Paris.
- Boyer Robert (1978), « Approches de l'inflation, l'exemple français », *Recherches économiques et sociales (CORDES)*, la Documentation française, n° 12, octobre, p. 7-59 (en collaboration avec J.P. Benassy, R.M. Gelpi, A. Lipietz, J. Mistral, J. Munoz, C. Ominami).
- Boyer Robert, Jacques Mistral (1978, 1982), *Accumulation, inflation, crises*, PUF, Paris.
- Boyer Robert (1979), « La crise actuelle : une mise en perspective historique. Quelques réflexions à partir d'une analyse du capitalisme français en longue période », *Critiques de l'économie politique*, nouvelle série, n° 7-8, avril-septembre, p. 3-113.
- Boyer Robert (1986), *la Théorie de la régulation. Une analyse critique*, coll. "Agalma", la Découverte, Paris.
- Boyer Robert (2000), « Is finance-led growth regime a viable alternative to fordism », *Economy and Society*, 29(1), février, p. 111-145.
- Boyer Robert (2002), *la Croissance début de siècle. De l'octet au gène*, Albin Michel, Paris.
- Boyer Robert (2004a), *Une théorie du capitalisme est-elle possible ?* Odile Jacob, Paris.
- Boyer Robert (2004b), *Théorie de la régulation. Les fondamentaux*, coll. "Repères", la Découverte, Paris.
- Boyer Robert, Hollingsworth Rogers (eds) (1997), *Contemporary Capitalism*, Cambridge University Presses, Cambridge MA.
- Boyer Robert, Mario Dehove, Dominique Plihon (2004), *les Crises financières*, Rapport du Conseil d'analyse économique, n° 50, la Documentation française, Paris.
- Boyer Robert, Yves Saillard (dir.) (1995, 2002), *la Théorie de la régulation. Etat des savoirs*, la Découverte, Paris.
- El Aoufi Nouredine (1990), *la Marocanisation*, éditions Toubkal, Casablanca.
- El Aoufi Nouredine, *la Régulation du rapport salarial au Maroc*, Editions de la Faculté des sciences juridiques, économiques et sociales, Rabat, 2 vol.
- Eymard-Duvernay (2004) F., *Economie politique de l'entreprise*, coll. "Repères", la Découverte, Paris.
- Favereau Olivier (2004), « Economie des conventions : un point théorique », *Critique économique*, n° 12, Rabat (entretien Mohammed Bensaid).
- Hausman Ricardo, Marquez Gustavo (1986), « Venezuela, du bon côté du choc pétrolier », dans Boyer (éd.), *Capitalisme fin de siècle*, PUF, Paris, p. 141-163.
- Lipietz Alain (1979), *Crise et inflation, pourquoi ?* Maspéro, Paris.
- Palombarini Stefano (2001), *la Rupture du compromis social italien*, Presses du CNRS, Paris.

Lordon Frédéric (1997), *les Quadratures de la politique économique*, Albin Michel, Paris.

Lordon Frédéric (1999), « Croyances économiques et pouvoirs symbolique », *Année de la régulation, Etat et politique économique*, vol. 3, la Découverte, Paris, p. 169-210.

Palombarini Stefano (2001), *la Rupture du compromis social italien*, Presses du CNRS, Paris.

Théret Bruno (1992), *Régimes économiques de l'ordre politique*, PUF, Paris.